

KESHEN, Jeffrey A., *Propaganda and Censorship During Canada's Great War* (Edmonton, University of Alberta Press, 1996), 333 p.

Jean De Bonville

Volume 51, numéro 4, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005382ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005382ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Bonville, J. (1998). Compte rendu de [KESHEN, Jeffrey A., *Propaganda and Censorship During Canada's Great War* (Edmonton, University of Alberta Press, 1996), 333 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 586–589.
<https://doi.org/10.7202/005382ar>

COMPTES RENDUS

KESHEN, Jeffrey A., *Propaganda and Censorship During Canada's Great War* (Edmonton, University of Alberta Press, 1996), 333 p.

Le titre de l'ouvrage de Jeffrey A. Keshen ne rend compte que d'une partie de son contenu. S'il traite systématiquement des questions de propagande et de censure, il aborde aussi des thèmes encore peu explorés comme les publications périodiques destinées aux soldats, les journaux personnels des militaires et la correspondance qu'ils échangent avec leurs parents ou amis. La perspective est donc relativement large: ce qui intéresse l'auteur, c'est l'information fournie aux Canadiens en général et aux militaires en particulier sur les péripéties de la Première Guerre mondiale et, plus spécialement, sur la participation des Canadiens aux hostilités.

Le Canada a mis du temps à organiser systématiquement ses activités de propagande. De 1915 à 1917, celles-ci reposent essentiellement sur William Maxwell Aiken, futur magnat de la presse britannique et futur lord Beaverbrook. Directeur du Canadian War Records Office (CWRO), il est chargé de recueillir et de produire, depuis Londres, des documents sur l'effort de guerre du Canada. Au Canada même, le gouvernement se montre peu soucieux de propagande, car les autorités s'attendent à une guerre courte et le recrutement s'annonce facile. Les hommes politiques fédéraux sont soit inconscients de la nécessité de la propagande, soit, comme le ministre de la Milice Sam Hughes, opposés à ce recours parce qu'outrageant pour l'honneur et le courage des Canadiens. La perspective de la conscription, l'obligation de rationner certains biens et la nécessité d'accroître les revenus de l'État par des emprunts publics incitent le gouvernement à remettre en question ses pratiques d'information. Durant la campagne électorale de 1917, le premier ministre Borden crée le Union Government Publicity Bureau qui, sans délai, inonde le Canada d'affiches, tracts et communiqués sur la nécessité de l'effort de guerre. Pour convaincre les Canadiens de réduire leur consommation et de modifier leurs habitudes alimentaires, le ministre de l'Agriculture crée le Food Controller's Office, lequel est pris en charge en 1918 par le Canada Food Board. Le gouvernement consacre des sommes importantes (plus de deux millions de dollars en 1917) à la promotion de ses emprunts de la victoire. Un Dominion Publicity Committee est chargé de la publicité, tandis que, par le truchement du Dominion Feature News Service, le gouvernement paie la Canadian Press Association pour qu'elle alimente les journaux membres en articles propres à stimuler la campagne. Les efforts de publicité culminent avec la création, fin 1917, du Department of Public Information.

[1]

Si le gouvernement n'a que lentement pris conscience de l'importance stratégique de la propagande, la nécessité de contrôler l'information s'est imposée dès le début des hostilités. Le 10 janvier 1915, un arrêté en conseil crée le Chief Press Censor's Office, poste confié à un ancien journaliste montréalais, Ernest Chambers. Malgré un personnel peu nombreux et des ressources limitées, celui-ci va, jusqu'après la guerre, déployer un zèle inébranlable, tempéré par une forte dose de tact, à faire disparaître des journaux les renseignements susceptibles d'informer l'ennemi sur la situation économique et politique au Canada, de nuire au recrutement militaire ou de saper le moral de la population. Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, les pouvoirs du censeur s'élargissent et d'autres moyens d'expression tombent sous sa coupe: appels téléphoniques, dépêches télégraphiques, livres, pièces de théâtre, films et disques.

À la fin de 1917, reconnaissant l'importance de l'information et de la communication notamment sur le plan psychologique, les autorités canadiennes lancent un premier journal pour les troupes. Auparavant, la publication de tels journaux relevait de l'initiative de chaque unité. En présentant les aspects héroïques de la vie au front, les publications destinées aux militaires en formation aident à supporter l'ennui de la vie d'entraînement, tandis que, sur le front, l'humour noir de nombreux articles et les allusions à la dure réalité des tranchées jouent un rôle cathartique. Évidemment, ces publications passent au crible des censeurs militaires et leur contenu ne doit pas porter atteinte au moral des troupes. Les informations tactiques en sont absentes, si bien que les soldats ne savent pas ce qui se passe près d'eux, non plus qu'ils ne sont tenus au courant des opérations militaires dans leur ensemble.

Pas plus que la presse ou que les publications de l'armée, la correspondance des soldats ne peut être considérée comme une source fiable sur la situation réelle. Les lettres sont censurées par un officier assigné à cette tâche. Mais surtout les soldats s'autocensurent parce qu'il leur apparaît inutile, vain ou dommageable pour leurs proches de décrire les horreurs de la guerre. En outre, la plupart sont peu scolarisés et auraient de la difficulté à rendre justice à leur extraordinaire expérience. Les lettres destinées aux soldats sont aussi souvent rédigées dans une langue de bois, soit que les épouses obtempérassent aux recommandations publiées dans les journaux de ne pas inquiéter les combattants avec les soucis domestiques, soit qu'elles fussent réticentes à exposer des sujets trop personnels par crainte d'être lues par d'autres que leur conjoint. Bien qu'il soit défendu de tenir un journal personnel, de nombreux militaires le font: ils y consignent les sentiments, craintes, espoirs ou angoisses qu'ils n'osent exprimer dans leurs lettres, notamment les critiques à l'endroit de leurs supérieurs hiérarchiques, de leurs ordres, tactiques ou stratégies.

Dans l'ensemble, censure et propagande ont été efficaces: le public canadien a été tenu dans un état d'ignorance relative à l'égard de la réalité de la guerre. L'autocensure des militaires, inspirée notamment par le souci de projeter une image virile de soi dans leur correspondance, y a aussi contribué. Au lendemain

de la guerre, les conséquences de ces mesures se font sentir. Les Canadiens sont disposés à accueillir des héros plutôt que des hommes brisés par la guerre. Or, les soldats sont profondément marqués par les horreurs qu'ils ont vécues dans l'angoisse et la peur. Le retour à la vie civile et la rentrée sur le marché du travail s'avèrent très difficiles pour un grand nombre. Ivrognerie, violences physiques et verbales caractérisent la conduite de nombreux vétérans. Sur le plan familial, les retrouvailles ne sont pas faciles non plus: certains ont été trompés, d'autres reviennent avec une maladie vénérienne... En grande partie, les malentendus entre les civils qui sont restés au pays et les soldats qui ont vécu plusieurs années au front sont attribuables à la méconnaissance des horreurs de la guerre, en particulier chez les conjointes des soldats. En outre, la guerre a propulsé les femmes sur le marché du travail; plusieurs reviennent à la maison, mais d'autres souhaitent garder leur emploi. Une nouvelle classe de jeunes femmes plus libres est apparue. Même si, dans sa publicité, le gouvernement canadien vante sa générosité à l'endroit des anciens combattants, les compensations financières à leur endroit (primes pour blessures, pensions, etc.) sont mesquines, et un grand nombre vit dans la misère.

L'ouvrage présente une image fort plausible d'une réalité complexe. L'auteur avance plusieurs thèses qu'il étaye solidement. Tout d'abord, celle de l'efficacité et de la rigueur de la censure canadienne, qu'il considère plus sévère que celle qu'ont pratiquée les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Australie. Cette rigueur s'explique d'abord par la neutralité des États-Unis, qui abritent une forte communauté d'origine allemande susceptible d'acheminer au Canada de la propagande ou d'y recueillir des renseignements utiles à l'Allemagne. La présence au Canada de nombreux Indiens ou Sri Lankais qui luttent pour la libération de leur pays est une incitation supplémentaire à la vigilance. Mais la principale raison de la sévérité de la censure, soutient l'auteur, se trouve dans la conscience qu'ont les responsables politiques du caractère particulier de la situation canadienne: selon eux, l'éloignement de la zone des combats rendrait les Canadiens plus impressionnables et plus influençables que les populations exposées plus directement aux hostilités comme les Anglais. La comparaison avec l'Australie accrédite cette hypothèse. En revanche, la propagande ne présente pas la même unité et la même cohérence qu'en Angleterre. Seconde thèse, complémentaire de la précédente: l'efficacité à court terme de la censure et de la propagande a des effets pervers à moyen terme. En engourdissant et en obscurcissant la conscience qu'ont les militaires et la population civile éloignée du front de leur situation respective, elles accentuent l'impact du retour à la vie civile.

L'auteur démontre — c'est là une qualité remarquable de l'ouvrage — une constante impartialité dans la présentation des protagonistes. Il fait un sort au conformisme manichéen, trop souvent présent dans l'historiographie, qui voit dans la Première Guerre mondiale le dur combat du Bien et du Mal; il résiste aussi à la vision réductrice selon laquelle la presse et les journalistes incarnent la liberté et les censeurs, les ennemis de la démocratie. L'analyse du rôle et du travail du censeur en chef est particulièrement lucide. Elle constitue un élément

central dans la thèse des effets pervers de la censure. Chambers est un fonctionnaire modèle: perspicace, avisé et efficace. Mais parce qu'il réussit à présenter une image supportable de la guerre aux Canadiens, il contribue à creuser un fossé profond entre ceux qui reviendront du front et ceux qui sont restés au pays. Le traitement des groupes ethniques minoritaires exige aussi nuance et doigté. L'auteur montre combien l'absence d'information dans des périodes critiques peut facilement mener à l'aveuglement chez les détenteurs du pouvoir. Les mesures préventives prises à l'encontre des nouveaux citoyens en provenance d'Europe de l'Est et l'interdiction des publications en langues étrangères (particulièrement en allemand, yiddish, ukrainien, russe etc.) ou des feuilles socialistes en sont des exemples. La faible participation des Québécois à l'effort de guerre est aussi remise en contexte. Le lecteur comprend mieux comment la situation des francophones au Canada (le règlement n^o 17), des erreurs stratégiques de la part des autorités militaires et l'absence d'information ont pu contribuer à la méfiance des Canadiens français.

L'auteur fait un usage systématique de l'ironie comme instrument critique, principalement à l'endroit du point de vue «officiel». Il montre en particulier le déphasage des autorités politiques et militaires par rapport à une réalité qui, souvent, leur échappe. Cependant, cette ironie respecte toujours les protagonistes: elle ne vise pas leur personnalité ou la légitimité de leurs motivations, mais plutôt la qualité de leur jugement sur la réalité et la pertinence de leurs actions. Le recours à ce procédé permet des ellipses particulièrement efficaces. En voici un exemple parmi plusieurs. À la fin de 1917, l'armée canadienne subit de lourdes pertes. L'évocation de milliers de morts gisant dans la boue des tranchées profondément ravagées par les obus allemands risque d'être démoralisante au pays. Voici comment l'auteur pose le dilemme et sa solution: «Obviously, the last thing needed by Ottawa, then in the midst of a conscription crisis, was a faithful recounting of the debacle. Willison did not disappoint. Mud was mentioned in his despatches, but only as a means of bolstering the conviction that nothing could deter Canadians from victory.» (p. 34-35).

L'auteur met judicieusement à profit des sources primaires nombreuses et diversifiées. Cependant, l'absence de sources d'information québécoises ou de langue française est notable. Conséquemment le point de vue québécois, bien que traité avec finesse et intelligence, n'a guère plus d'importance dans l'ouvrage que celui des autres groupes ethniques minoritaires. Malgré cette réserve, le livre de Jeffrey A. Keshen est une contribution importante à l'histoire de la communication publique au Canada.